

**Rapport de l'Observatoire des sous-munitions 2013 :
La Syrie entache un bilan très positif**

Lyon, le 4 septembre 2013. Rendu public aujourd'hui à Genève, le rapport 2013 de l'Observatoire des sous-munitions met à l'index la Syrie, seul pays utilisateur de ces armes en 2012 et 2013. Ce rapport, bilan annuel du Traité d'Oslo, qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions dans le monde¹ révèle qu'en 2012, près de 90% des victimes recensées de ces armes l'ont été sur le territoire syrien. Handicap International condamne fermement l'utilisation de ces armes barbares.

Le rapport 2013 de l'Observatoire des sous-munitions est présenté aujourd'hui à Genève. Il fait notamment état de la seule utilisation avérée de ces armes en 2012 et 2013 par la Syrie, au moins à quatre reprises (juillet et octobre 2012, janvier et mars 2013). Handicap International a condamné fermement le recours récurrent aux sous-munitions par la Syrie. 165 victimes syriennes de ces armes ont été recensées en 2012, soit près de 90% du nombre total de victimes identifiées.

« Les sous-munitions sont utilisées dans des zones très densément peuplées. Le 1^{er} mars 2013, par exemple, elles l'ont été dans un quartier résidentiel à 11h30, alors que les enfants étaient dehors et jouaient dans les jardins. Le bilan a été dramatique : au moins 19 tués et 60 blessés », explique Marion Libertucci, responsable du plaidoyer armes à Handicap International. « Cela engendre de nombreuses victimes aujourd'hui, mais les sous-munitions non explosées représenteront autant de pièges mortels pour les civils dans les années à venir ».

Plus de 110 pays ont condamné l'utilisation de sous-munitions par la Syrie, y compris des dizaines d'Etats non parties au Traité, comme les Etats-Unis. « La stigmatisation généralisée que provoque le recours à cette arme montre que le Traité d'Oslo est une norme internationale incontournable, même pour les Etats qui n'ont pas rejoint cette Convention, comme la Syrie ».

Handicap International intervient depuis l'été 2012 auprès des victimes du conflit syrien, au Liban, en Jordanie et en Syrie. Des séances de prévention aux dangers des sous-munitions et restes explosifs de guerre sont dispensées aux réfugiés syriens, notamment en Jordanie.

L'utilisation de sous-munitions par la Syrie déprécie malheureusement un bilan général très positif concernant l'application du Traité d'Oslo :

- Plus de 27 millions de sous-munitions stockées par des Etats parties ont été détruites en 2012, notamment par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Au total, depuis la signature du Traité d'Oslo, plus de 120 millions de sous-munitions, soit près de 70% des stocks des Etats parties, ont été réduits à néant.
- 42 pays et territoires sont toujours pollués par ces armes mais la décontamination progresse rapidement : 78 km² de terres ont été décontaminées en 2012, soit 40% de plus qu'en 2011.
- De nouveaux Etats contaminés par les sous-munitions comme le Tchad et l'Irak ont rejoint le Traité d'Oslo. La majorité des victimes vit aujourd'hui dans des Etats parties qui ont donc l'obligation de leur apporter l'aide dont elles ont besoin.

Ces avancées témoignent de l'importance de rester mobilisés contre de telles armes pour que les progrès se confirment dans les années à venir. Une délégation de Handicap International participera ainsi à la 4^e réunion des Etats parties au Traité d'Oslo qui se tiendra à Lusaka (Zambie) du 9 au 14 septembre, pour rappeler aux Etats parties leurs engagements, notamment auprès des victimes de BASM.

Contact presse : Sophie Gaguin : +33 (0)4 26 68 76 47 / +33 (0)6 60 97 09 38
sgaguin@handicap-international.fr

¹ Le rapport annuel 2013 de l'Observatoire des sous-munitions, dont Handicap International assure la coordination avec 4 autres ONG, est le quatrième du genre. Il couvre les développements mondiaux enregistrés en matière de politique d'interdiction, d'utilisation, de production, de commerce et de stockage des sous-munitions. Il fournit des informations sur la contamination par ces armes, la dépollution et l'assistance aux victimes. Le rapport couvre l'année 2012.